

harmonieuse. Aussi, le gouvernement fédéral a-t-il l'intention de proposer aux provinces une étude spéciale du développement urbain...

Cela fait longtemps que l'on étudie!

...menée en consultation étroite avec toutes les autorités intéressées; un rapport...

Après l'étude, il y a toujours le rapport. Depuis cinq ans, je vois des études, des rapports, des études, des rapports.

...un rapport serait soumis à la fois aux gouvernements fédéral, provinciaux et municipaux ainsi qu'au public;

Quand il s'agit de donner les rapports des études, on pense aux provinces et aux municipalités, etc.

...ainsi, tous les Canadiens pourraient prendre conscience des problèmes futurs et tous les échelons de gouvernement recevraient les avis les plus judicieux en vue d'élaborer leurs propres plans et d'apporter leur contribution à la solution de ce grand problème.

Et, plus loin, on y lit:

Les répercussions de la science, de l'industrialisation et l'urbanisation, et l'évolution qu'on constate au Canada et à l'étranger exigent une révision constante de nos objectifs et de nos politiques en matière d'agriculture. Mon gouvernement, prévoyant qu'au cours de son deuxième siècle d'existence, le Canada restera l'un des grands pays agricoles du monde,...

Pas du train qu'on va là!

...se propose de créer, sous la direction du ministre de l'Agriculture, une équipe spéciale chargée de préciser nos objectifs dans le domaine agricole et de recommander, pour les atteindre, les programmes à mettre en œuvre.

Encore rien de concret: des études, des programmes, des rapports. Et, plus loin:

En même temps, un programme de recyclage...

Encore le recyclage dans l'agriculture!

...sera établi pour ceux qui veulent quitter le domaine agricole.

Et cela va organiser les cultivateurs? J'en ai eu des répercussions dans mon comté. Les inspecteurs du Crédit agricole, lorsqu'ils discutent avec un jeune agriculteur qui voudrait se relancer dans l'agriculture, le relancent vers les villes. C'est comme cela qu'on prétend augmenter l'agriculture.

L'évolution des besoins des collectivités rurales mérite ainsi une attention spéciale. Au cours de la présente session, le Parlement sera prié d'adopter une loi établissant des prêts à long terme aux associations et aux sociétés d'agriculture et de pêcheries...

Eh bien, je crois que tant et aussi longtemps que nous aurons des études et des équipes pour préparer des plans et des «rataplans», qui nous fourniront des rapports pour aboutir à prêter et à endetter davantage nos cultivateurs, nous ferons fausse route.

Ce que veulent nos agriculteurs aujourd'hui, c'est qu'on puisse leur garantir un re-

venu raisonnable pour leurs produits et un marché pour les écouler.

Voilà les deux grands buts vers lesquels on devrait tendre. Les cultivateurs attendent. Ils ont besoin d'obtenir un prix raisonnable pour leurs produits afin de pouvoir agrandir leur terre, leur domaine et augmenter leur production. Ils ne veulent pas emprunter pour cela, ils veulent pouvoir le faire à même leur surplus de revenu. C'est possible aussi, chez les cultivateurs, d'avoir un surplus de revenu, mais pour y arriver, il faut qu'un cultivateur ait un revenu supérieur à \$2,500 ou \$3,000 par année, surtout s'il a huit, neuf enfants à la maison.

Il faut absolument que le gouvernement discute de cette question agricole de façon plus pratique pour enfin pouvoir garantir aux cultivateurs un prix raisonnable pour leurs produits. A propos de cette question de prix, les cultivateurs ont demandé \$5.10 les cent livres. Ce n'était pas une farce qu'ils faisaient, \$5.10 c'est un prix minimum.

Dans mon dernier discours, j'ai demandé au ministre de l'Agriculture (M. Greene) de prendre, comme prix de base, le prix du lait nature qui est actuellement de \$5.70 à \$5.80. Cela fait une différence avec le prix maximum de \$4.75! Je dit «le prix maximum» parce qu'on se plaît à dire que le gouvernement garantit \$4.75. Or, cela est faux! Le gouvernement fédéral garantit seulement \$1.11. Cessons donc de mentir à la population. Le gouvernement n'a rien à faire avec le prix que les transformateurs paient aux producteurs. Au fait, les transformateurs, et nous en avons la preuve aujourd'hui, paient aux producteurs le prix qu'ils veulent ou plutôt qu'ils sont capables de payer. Et j'en ai justement la preuve ici. Et j'affirme qu'il est faux de dire qu'on garantit un prix de \$4.75 aux cultivateurs. Cessons donc de mentir aux cultivateurs et disons franchement ce qu'on leur donne. C'est comme lorsqu'on dit qu'on aide le cultivateur avec un prêt. Mais croyez-vous actuellement que le gouvernement prête aux cultivateurs? Ce sont les financiers qui prêtent aux cultivateurs et le gouvernement ne fait que permettre aux financiers d'endetter les cultivateurs. Le gouvernement ne donne rien.

Dans ce cas-ci, on vient à bout de donner \$1.11 les cent livres aux cultivateurs, puis on prétend que c'est \$4.75. Ce n'est pas vrai! C'est \$1.11, et ce à condition que les transformateurs paient aux producteurs \$3.70, \$3.80. Ah! s'il paie \$3.80, là, ça va bien avec \$1.11. Je pense que dans certaines régions, cela peut se produire. Mais dans ma région en particulier, et c'est sur quoi je veux attirer l'attention de la Chambre, nous avons la laiterie de Mistassini.